

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE
L'ENVIRONNEMENT DE BOURGOGNE

9b rue L.A. Poitevin
71100 CHALON SUR SAONE

Chalon-sur-Saône, le 1^{er} août 2008

Affaire suivie par Frédéric FAYARD
Téléphone : 03 85 90 04 21
Télécopie : 03 85 90 04 15
Mél : frederic.fayard@industrie.gouv.fr
Site internet : www.bourgogne.drire.gouv.fr

FF/MV 010808 N° 195

**RAPPORT AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Objet : SAS Pascal GUINOT VRD – rue Henri Paul Schneider – 71210 MONTCHANIN
Demande d'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud à Torcy.

Réf. : Transmission préfectorale du 21/04/2008.

1. PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

Par courrier en date du 19 octobre 2007, M. Pascal GUINOT a déposé un dossier de demande d'autorisation concernant l'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers sur la commune de Torcy.

1.1 - Le demandeur

Raison sociale : SAS Pascal GUINOT VRD
Siège social : Rue Henri Paul Schneider – 71210 MONTCHANIN
Adresse de l'établissement : Zone industrielle – 71210 TORCY
Siret de l'établissement : 490 919 651 00011

1.2 - La demande

Le projet concerne une demande d'autorisation permanente d'implanter et d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers dans l'enceinte de sa parcelle située sur le territoire de la commune de Torcy, au sein de la zone industrielle Sud de Torcy.

Les installations sont existantes et ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation temporaire le 31 mai 2007.

1.3 - Description des installations

Il s'agit d'une centrale d'enrobage de 120 t/h de capacité maximale, capable de produire des enrobés à chaud avec du bitume et à froid avec de l'émulsion de bitume. Elle fonctionnera à l'électricité et aura recours en plus au gaz naturel pour sécher les granulats et pour chauffer le bitume.

Le bitume est stocké dans deux cuves de 60 m³ chacune et l'émulsion de bitume dans une cuve bi-compartimentée de 30 m³ par compartiment. Ces trois cuves sont installées dans une cuvette étanche en béton armé.

1.4 - Le site d'implantation (voir plan de localisation en annexe)

La centrale est installée en zone industrielle sud de Torcy à proximité d'établissements industriels, notamment BRENNTAG BOURGOGNE (stockage de produits chimiques industriels), ORMAZABAL (fabrication de transformateur électriques) et CMR (tri et recyclage de déchets ménagers).

La superficie du site est de 9800 m². Les habitations les plus proches se trouvent à 500 m.

1.5 - Le projet - Classement

De l'examen du dossier, il ressort que l'établissement comporte les installations classables suivantes :

Désignation de l'activité	Niveau d'activité	Rubrique de la nomenclature	Régime
Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud	Production maxi : 120 t/h Capacité maximale : 800 t/j	2521.1	A
Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à froid	Capacité maximale : 800 t/j	2521.2	D
Procédé de chauffage par fluide thermique en circuit fermé	Quantité totale de fluide : 2000 l	2915.2	D
Dépôt de matières bitumineuses fluides	120 t bitume 60 t émulsion de bitume	1520.2	D
Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés	Volume maxi : 40 m ³	2516	NC
Station de transit de produits minéraux solides	Volume maxi : 5000 m ³	2517	NC
Installation de combustion (gaz naturel)	Puissance : 0,39 MW	2910	NC
Installation de compression	Puissance : 30 kW	2920	NC

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

1.6 - Inconvénients et moyens de préventions

1 – Effet sur l'air

Il s'agit du principal impact sur l'environnement de ce type d'activité.

Au niveau de la centrale, les éléments fins à sortir du sécheur sont traités par un système de filtration par filtre à manche, permettant de garantir une valeur limite en poussière inférieure à 50 mg/Nm³.

La cheminée de la centrale a été dimensionnée de manière à ce qu'elle assure une dispersion correcte des émissions gazeuses dans l'atmosphère. Sa hauteur est de 10 m.

Afin de limiter les émissions diffuses, les camions et la chargeuse évoluent sur des surfaces revêtues (enrobés en partie ouest dédiée à l'expédition des enrobés et enduits bitumineux en partie Est dédiée au stockage des granulats).

2 – Effet sur l'eau

Tous les stockages d'hydrocarbures du parc à liant sont associés à une cuvette de rétention étanche suffisamment dimensionnée (volume d'environ 200 m³) faisant à la fois office :

- du bassin de confinement d'une pollution accidentelle liée à un incident au niveau des cuves de stockage,
- et de bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie survenant dans ce parc.

L'aire de dépotage des hydrocarbures et la plate-forme d'accueil de la centrale d'enrobage seront également étanches afin de confiner, le cas échéant, les fuites d'hydrocarbures.

Les eaux usées domestiques seront collectées dans une cuve fermée située dans le local sanitaire qui sera régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée.

3 - Déchets

Tous les déchets de production (ratés de production et fines de dépoussiérage) seront recyclés en interne. Les déchets dangereux (huile usagée, chiffons souillés, filtres à huile...) seront éliminés au sein d'installations régulièrement autorisées.

A noter que cette centrale est équipée d'un anneau de recyclage qui permet de recycler les déchets de procédé (ratés de production et fines de dépoussiérage).

4 – Impact visuel

Les effets visuels de l'activité de production d'enrobés sont très faibles car la centrale d'enrobage est insérée dans une zone industrielle déjà existante. Il est prévu de conserver la haie périphérique nord et de planter des haies à l'ouest et à l'est du site. Des prises de vues du site sont jointes en annexe n° 3 du présent rapport.

5 - Bruit

Les niveaux sonore ambiants sont ceux d'une zone industrielle. La participation sonore de la centrale d'enrobage reste faible et les niveaux et les émergences sonores induits par les installations sont conformes à la réglementation en vigueur.

Les horaires de travail seront principalement limités à la période diurne dans la plage courante 7h-12h et 13h-17h30. L'activité n'a lieu que pendant les jours ouvrables.

6 – Conditions de remise en état du site

En fin d'exploitation, le site doit être rendu propre. Les travaux suivants seront réalisés :

- enlèvement de la centrale et des cuves d'hydrocarbures,
- démantèlement des aménagements (aire étanche d'accueil de la centrale et cuvettes de confinement du parc à liants).

Le maire de Torcy a émis un avis favorable aux travaux de remise en état ainsi présentés.

7 – Risque accidentel

Les mesures qui seront prises pour prévenir les risques sont les suivantes :

- équipement des installations de dispositifs de sécurité incendie automatiques,
- mise en place de consignes et de contrôles,
- mise en place d'extincteurs appropriés aux risques, notamment des extincteurs sur roues pour le parc à liants,
- aménagement d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie dans la cuvette de rétention du parc à liant.

Concernant le risque dû à l'utilisation du gaz naturel, l'automatisation des installations qui en plus de commander les opérations de fonctionnement, détecte toutes les anomalies éventuelles et actionne automatiquement les dispositifs de sécurité. Le réseau d'alimentation en gaz est équipé de vannes d'obturation automatiques.

D'autre part, une borne incendie est présente dans la rue de la zone industrielle à une cinquantaine de mètres du site.

2. PROCEDURE ADMINISTRATIVE

2.1 - Enquête publique

Prescrite par arrêté préfectoral du 14 janvier 2008, l'enquête publique s'est déroulée du 25 février au 25 mars 2008 inclus.

Au cours de cette enquête, aucune remarque n'a été formulée sur le registre d'enquête. Aucune observation orale ni aucune lettre n'ont été adressées au commissaire enquêteur.

Dans son rapport du 14 avril 2008, M. René ARCHAMBAUD, Commissaire Enquêteur, émet **un avis favorable** à la demande présentée.

2.2 - Consultation des conseils municipaux

Le Conseil Municipal de la commune de Torcy, dans sa séance du 28 mars 2008, émet un **avis favorable** à la demande.

Le Conseil Municipal de la commune de Montchanin, dans sa séance du 4 avril 2008, émet un **avis favorable**.

Le Conseil Municipal de la commune de St Eusèbe, dans sa séance du 18 février 2008, émet un **avis favorable**.

2.3 - Avis des services administratifs

2.3.1 - Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Dans sa lettre en date du 17 mars 2008, Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales émet un **avis favorable** assorti de la remarque suivante : *"Eaux : prévoir un disconnecteur à zone de pression contrôlable après compteur. Ce dispositif devra faire l'objet d'un contrôle de maintenance annuel avec transmission des résultats à nos services"*.

2.3.2 - Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Mme la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt, dans son courrier du 21 février 2008, n'émet pas d'observation particulière.

2.3.3 - Direction départementale de l'équipement

Dans son rapport du 8 avril 2008, Mme la directrice départementale de l'équipement émet un **avis favorable**.

2.3.4 - Direction régionale de l'environnement

Dans son courrier du 16 avril 2008, Mme la directrice régionale de l'environnement émet un **avis favorable**.

2.3.5 - Direction départementale des services d'incendie et de secours

Dans son rapport du 12 mars 2008, M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours émet un **avis favorable** au projet en précisant :

"Nonobstant les avis des services directement habilités à veiller à l'application de ces textes, j'estime qu'il convient de respecter les prescriptions suivantes :

Aménagement des installations : disposer et aménager les installations conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions de ce rapport.

Conception-implantation-desserte : aménager les abords des installations afin de permettre l'accès et une circulation aisés pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

Moyens de secours extérieurs : indiquer à l'entrée du site, sur une plaque inaltérable, le point d'eau normalisé le plus proche (adresse, distance, caractéristiques du point d'eau).

Traitement des eaux d'extinction : s'assurer que les eaux d'extinction seront collectées et dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures suffisamment dimensionné pour traiter les eaux d'extinction et les eaux résiduaires.

Documents : transmettre les plans suivants (format A3) à M. le chef du groupement nord, centre d'incendie et de secours de Montceau-les-Mines, rue du Capitaine Priet, BP 151, 71306 Montceau-les-Mines, en vue de permettre à ce dernier d'élaborer un plan d'établissement répertorié :

- le plan de masse,
- le plan de situation,
- les plans détaillés par zone.

Accueil et guidage des secours : en cas d'intervention des secours publics pour secours à personnes ou incendie, un accueil devra être effectué à l'entrée du site par une personne désignée. Celle-ci assurera un guidage vers la zone d'intervention".

2.3.6 - Bureau de la défense et de la sécurité civile

Dans son courrier du 7 mars 2008, M. le chef du bureau de la défense et de la sécurité civile émet les observations suivantes : "J'ai l'honneur de vous faire connaître que ce territoire communal est affecté par l'emprise d'une concession minière sur laquelle se sont déroulés des travaux d'extraction et qu'il existe trois risques majeurs : un risque naturel (zones inondables) et deux risques technologiques, la canalisation EDF centre régional de Lyon (08 00 24 61 02) d'une part et d'autre part le risque route rail fleuve (RN 70, RN 80 et voie ferrée reliant Montchanin à Paray le Monial). Il existe également un risque industriel, l'établissement se situe à proximité du site classé seveso (seuil bas) BRENNTAG Bourgogne, usine de produits chimiques qui a une capacité d'accueil de 465 tonnes de produits toxiques et 230 tonnes de produits dangereux".

2.3.7 - Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne, service régional de l'archéologie

Dans son courrier du 25 février 2008, le conservateur régional de l'archéologie n'émet **pas d'observation** sur le dossier.

3. REGLEMENTATION APPLICABLE (principaux textes)

- Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi de déchets dangereux,
- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux rejets des installations classées soumises à autorisation,
- Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

4. ANALYSE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

Ce dossier concerne une demande d'autorisation d'exploiter de façon définitive une centrale d'enrobage de matériaux routiers, au sein de la zone industrielle de Torcy (ZI Sud).

Au cours de l'enquête publique, aucune remarque n'a été formulée sur le registre d'enquête. De même, aucune observation orale ni aucune lettre n'ont été adressées au commissaire enquêteur.

Au vu des éléments contenus dans le dossier et des dispositions prises par le pétitionnaire, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la demande sollicitée. Les impacts et les risques ont été développés dans le chapitre 1.6 du présent rapport.

L'impact principal concernant ce type d'installation est la pollution atmosphérique. Or, le combustible utilisé sur ce site est le gaz naturel qui est peu polluant. L'analyse effectuée le 29 mai 2008 (rapport remis le 31 juillet 2008) en sortie de cheminée confirme que le niveau de rejet est faible.

Eléments analysés	Concentration (gaz humide) en mg/Nm³	Seuil réglementaire (gaz humide) en mg/Nm³	Flux horaire mesuré en kg/h
Poussières	0,7	50	0,009
Oxydes de soufre (équivalent SO ₂)	117	300 si flux > 25 kg/h	1,6
Oxydes d'azote (équivalent NO ₂)	25,3	500 si flux > 25 kg/h	0,35
Composés organiques volatils (équivalent carbone)	13	110 si flux > 2 kg/h	0,18

Les observations émises par les services (SDIS et DDASS) ont été prises en compte et reprises dans le projet d'arrêté.

Concernant les risques présentés par la société BRENNTAG Bourgogne (établissement classé Seveso seuil bas), le pétitionnaire indique que les zones d'effets induites par les risques de cette société n'affectent pas l'emprise de l'établissement.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, nous proposons de donner un avis favorable à la demande déposée par la société Pascal GUINOT VRD. Le projet d'arrêté préfectoral présenté en annexe reprend principalement les dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2007 (autorisation temporaire) et de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 (renouvellement d'autorisation).

5. CONCLUSION

Au regard des dispositions qui seront prises par l'industriel, concourant à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement et sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, qui tiennent compte des différents avis formulés, nous proposons au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaire et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la SAS Pascal GUINOT.

L'Inspecteur des Installations Classées

Frédéric FAYARD